

Monsieur le président, Monsieur le secrétaire général, chers collègues, mesdames et messieurs:

Je voudrais d'abord remercier le président Kaunda d'avoir su, comme toujours, ouvrir notre réunion avec un exposé clair et émouvant des obligations morales qui doivent guider nos efforts. Je me réjouis particulièrement que cette rencontre ait lieu à Lusaka, en Afrique australe. Il s'agit d'un lieu tout indiqué, compte tenu du leadership dont vous n'avez cessé de faire preuve, vous et les dirigeants des autres pays de la ligne de front, pour ce qui est des questions dont s'occupe notre comité. Je vous remercie de votre aimable hospitalité.

Les chefs de gouvernement des pays du Commonwealth réunis à Vancouver ont confié un mandat clairement défini au Comité des ministres des Affaires étrangères, à savoir donner à la poursuite des objectifs de la Déclaration de l'Okanagan sur l'Afrique australe et au Programme d'action tout le dynamisme et toute l'orientation nécessaires. Il s'agit là d'une grave responsabilité.

Rien n'a changé en Afrique du Sud sauf que le gouvernement sud-africain ne tente plus de défendre sa politique de ségrégation aux yeux des Sud-Africains ni du reste du monde, prétendant plutôt que l'apartheid n'existe plus. Pourtant, la majorité de la population n'a toujours pas de droits politiques, le gouvernement de l'Afrique du Sud continue de nier la citoyenneté sud-africaine à une bonne partie de la population, le lieu de résidence est toujours assujéti à des contrôles, et des inégalités sociales et économiques flagrantes caractérisent la vie quotidienne.

L'apartheid ne peut que provoquer des troubles politiques et sociaux auxquels le gouvernement a répondu par une répression systématique. Plutôt que de négocier avec ceux qui prônent le changement, le gouvernement les emprisonne. Cet état de choses ne peut continuer. Il y a dix-neuf mois, le Groupe de personnalités éminentes déclarait que seule une solution négociée permettrait d'éviter une catastrophe et un bain de sang. La question n'est pas de savoir si la situation va changer, mais quand, comment et au prix de combien de souffrances encore elle changera.

Il est clair toutefois que les effets de la pression internationale commencent à se faire sentir. De toute évidence, les sanctions économiques ajoutent au coût du maintien de l'apartheid. Chose plus importante encore, les sanctions et d'autres mesures témoignent de la répugnance que suscite partout dans le monde l'apartheid, ce qui a des effets psychologiques importants. Ces mesures montrent aux opposants de l'apartheid qu'ils ne sont pas